



## Le régime de croissance ralentie s'installe

G. Rabaey, E. Desmazures, Isee

**E**n 2018, la Nouvelle-Calédonie enregistre un nouveau ralentissement de son économie qui croît de 0,6 % en termes réels après +1,1 % en 2017\*. Les effets-prix et en particulier ceux liés à la vente de nickel sont importants et portent la croissance nominale à +3,7 %, soit une croissance par habitant supérieure à 2 %.

Une fois isolés ces effets-prix, l'amélioration du solde commercial constatée en 2018 (le déficit se réduit de 11,7 milliards de F.CFP) ne génère finalement pas de croissance réelle<sup>1</sup> (contribution négative du commerce extérieur : -0,7 point). Le même constat peut être tiré pour les entreprises de la mine et de la métallurgie, dont la valeur ajoutée corrigée de l'évolution des prix de vente et d'achat recule d'environ 3 %. Le reste de l'économie est peu dynamique, dans un contexte marqué par l'attente et les incertitudes liées à l'échéance référendaire, des cours du nickel volatils ainsi que la mise en place de la Taxe Générale sur la Consommation (TGC). La demande intérieure résiste tout de même. L'investissement<sup>2</sup> progresse de 2,1 %, après 7 années consécutives de baisse et reprend le rôle de moteur de l'économie à la consommation des ménages<sup>3</sup> qui s'essouffle (+0,8 %), affectée notamment par un marché de l'emploi morose.

### Croissance réelle (%)

	Moyenne annuelle 2005/2015	2018e
PIB <sup>4</sup> en volume	3,0	0,6
Consommation finale	3,1	0,6
Formation brute de capital fixe <sup>5</sup>	5,7	2,1
Exportations	3,9	3,1
Importations	4,5	3,7

e : estimé

Sources : Isee, Comptes économiques, CEROM

Unité : %

### Produit Intérieur Brut

	2015b	2018e
PIB (milliards de F.CFP)	944	1 028
PIB/hab (millions de F.CFP)	3,49	3,64

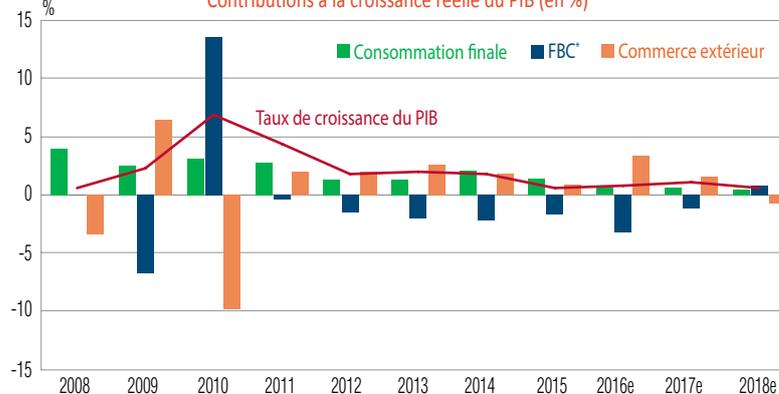
b : base - e : estimé

Sources : Isee, Comptes économiques, CEROM

En 2018 comme depuis 2016, la contribution de la consommation finale (ménages et administrations) à la croissance est inférieure à 1 point.

### Le ralentissement de la croissance se confirme

Contributions à la croissance réelle du PIB (en %)



\* La formation brute de capital est la somme de la formation brute de capital fixe et de la variation des stocks.

Sources : Isee, Comptes économiques, CEROM

\*La mise à jour du modèle, sur la base des comptes définitifs 2015, a conduit à une légère réévaluation (+0,1 %) de la croissance en 2017.

### AVERTISSEMENT : Les comptes rapides, une première estimation de la croissance

Ce document présente le compte économique de la Nouvelle-Calédonie estimé à l'aide d'un modèle macro-économique. Celui-ci est projeté à partir des comptes définitifs 2015 en fonction des données disponibles pour l'année 2018. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif et ces résultats seront amenés à être révisés au fur et à mesure de l'obtention de nouvelles données.

### Aucune embellie sur le marché du travail

En 2018, l'emploi salarié privé totalise près de 65 500 individus et s'inscrit en recul pour la troisième année consécutive. Cette baisse de l'emploi salarié privé est toutefois plus contenue qu'en 2017 : -0,3 % après -0,7 % (respectivement -195 et -439 emplois). La construction est encore une fois le secteur le plus fortement affecté (-3,6 %). Pour la première fois depuis 2013, l'emploi salarié dans les services recule (-0,2 %) tandis qu'il progresse dans le secteur du commerce (+1,2 %). L'industrie enregistre également une augmentation de ses effectifs salariés (+0,4 %).

Bien que les licenciements économiques, les chômeurs indemnisés et les jours indemnisés soient en diminution (respectivement de -41,7 %, -1,3 % et -1,7 %), le recours au chômage partiel augmente (+3,2 %). Afin de maintenir les effectifs en période de difficulté financière, le plan Pulse (Plan d'urgence local de soutien à l'emploi) est reconduit pour l'année 2018.

### Le pouvoir d'achat bridé par les revenus

Compte tenu de la situation de l'emploi, seules les revalorisations ont pu faire augmenter la masse salariale. Le Salaire Minimum Garanti (SMG) qui est indexé sur l'évolution de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC)<sup>6</sup> hors tabac, a été revalorisé de 0,8 % en 2018 après +1,2 % en 2017. Les autres revenus (retraites, dividendes, revenus sociaux, ...) ont également peu augmenté. Dans le même temps, l'indice général des prix à la consommation progresse de 1,3 % en moyenne en 2018 (après +1,4 % en 2017), tiré par la hausse des prix de l'alcool et du tabac. La consommation des ménages est estimée à +0,8 % en volume, ce qui est inférieur à la progression de la population (estimée à environ 2 % par an). Ainsi, la consommation des ménages ne contribue qu'à hauteur de 0,5 point à la croissance.

Les importations de produits alimentaires et de produits des industries textiles baissent en 2018 suite au déstockage accompagnant la mise en place de la TGC, mais témoignent également du ralentissement de la demande des Calédoniens. Les immatriculations de véhicules neufs chutent de 4,0 % en 2018.

#### La taxe générale à la consommation et l'encadrement des prix

Le 1<sup>er</sup> octobre 2018, la TGC est entrée en vigueur à taux plein. Quatre taux existent en fonction du type de produit ou de service (taux réduit à 3 %, taux spécifique à 6 %, taux normal à 11 % et taux supérieur à 22 %). En parallèle de cette mise en place, le gouvernement a élargi la liste des produits et services soumis à un encadrement des marges et des prix pour lutter contre la vie chère et a exonéré de TGC des produits de consommation courante, alimentaires, des pièces détachées automobiles, des matériaux de construction, des services liés à la santé, à l'éducation, à la garde d'enfants et à l'accueil en maison de retraite. Dans le même temps, afin de restreindre la consommation de produits menaçant la santé publique, une surtaxe a été appliquée aux alcools, tabacs et boissons sucrées.

### L'investissement contribue à la croissance pour la première fois en 7 ans

L'investissement rebondit en 2018 (+2,1 % après -3,1 % en 2017), tiré principalement par un regain de dynamisme des achats en matériels d'équipement (importations en hausse de 13,6 %). La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) représente toujours près du tiers du PIB.

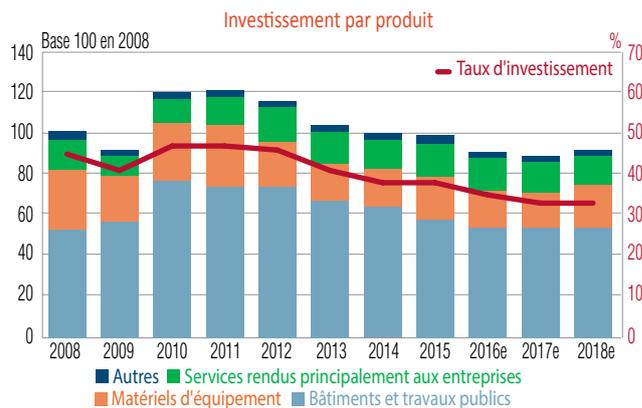
La part de la sphère publique reste à un niveau élevé, avec 17 % de l'investissement total. Toutefois, le montant investi est en diminution de

2,5 % après une baisse de 4 % en 2017. Des projets structurants commencés les années antérieures se poursuivent, le Néobus, l'extension du port maritime de Nouméa ou le centre hospitalier de Koné. Du fait de budgets de plus en plus contraints, les marges de manœuvre des collectivités pour relancer l'activité par la commande publique sont très réduites.

L'investissement des ménages progresse de 1,6 % en termes réels, correspondant au volume de ventes de logements constaté en 2018 (contre -2,4 % en 2017). Compte tenu de l'augmentation des prix de vente, les achats immobiliers des Calédoniens progressent de 5,3 % en 2018, largement financés par l'emprunt. En parallèle de ces investissements immobiliers, l'arbitrage des ménages en faveur des placements prend également forme à travers le succès des placements financiers à long terme (+5,1 % pour les contrats d'assurance vie), alors qu'au contraire les liquidités ou les placements à court terme (plus favorables à la consommation) se contractent : -1,1 %.

Les investissements des entreprises se redressent de 3,3 % cette année. La transition énergétique favorise les importations de machines et appareils électriques nécessaires à la construction de centrales photovoltaïques qui ont été multipliées par 5 en un an. De plus, de multiples réparations des chaînes de production dans le secteur du nickel ont dû être effectuées tout au long de l'année, suite aux nombreux incendies de la serpentine du convoyeur du site minier de la Société Le Nickel (SLN) à Kouaoua.

#### Le taux d'investissement se stabilise à un niveau élevé



### Les cours du nickel favorisent le montant des exportations ...

Les effets conjugués de la hausse conséquente des exportations de biens et d'une augmentation moins rapide du montant des importations réduisent de 11,7 milliards le déficit de la balance des biens<sup>7</sup> qui s'établit à un niveau jamais atteint au cours de la dernière décennie : 89,0 milliards de F.CFP. Grâce au cours élevé du nickel, le taux de couverture<sup>8</sup> des importations par les exportations gagne 7 points en un an et au total 30 points en 5 ans, atteignant près de 69 %.

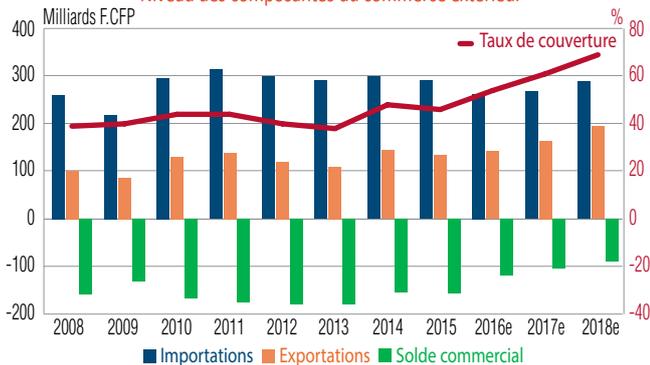
En 2018, les importations de biens se redressent de 7 % en valeur. Les produits énergétiques pèsent pour un quart des importations totales et augmentent de 30 % en un an (après +21,5 % en 2017). Comme en 2017, ce saut est porté d'une part par la forte fluctuation à la hausse du prix du fioul et de la houille et d'autre part par l'augmentation des besoins des usines métallurgiques, de la production d'énergie ainsi que du transport de minerai. En moyenne, les prix à l'import des produits de l'énergie (fioul, houille et autres produits) augmentent d'environ 10 %. Les importations de matériels d'équipements augmentent quant à elles de 13,6 % en un an et pèsent pour 31 % dans les importations totales. Les importations de

produits alimentaires subissent un déstockage lié à la mise en place de la TGC et se contractent de 4,9 % après une augmentation de 2,4 % en 2017. Les exportations de biens atteignent un niveau historique en 2018 à 195 milliards F.CFP, soit +18,5 % après +14,4 % en 2017. Les exportations calédoniennes, composées à 96 % de produits du nickel, ont en effet bénéficié d'un cours plus favorable (+26 % en moyenne annuelle). En volume, les exportations de produits du nickel augmentent de 3,9 % (+2,2 % en tonnes de nickel contenu pour le minerai et +5,2 % pour le métal), en lien avec la montée en charge de l'usine métallurgique du Nord.

Hors effet-prix, les importations croissent plus rapidement que les exportations et impactent négativement la croissance en volume.

**En 5 ans, le taux de couverture augmente de 30 points**

Niveau des composantes du commerce extérieur



Sources : Isee, Comptes économiques, CEROM

**... et la valeur ajoutée de la branche « nickel »**

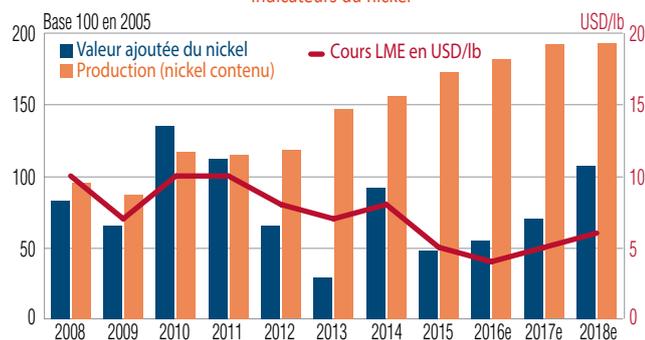
Les opérateurs du nickel poursuivent leur objectif de rationalisation de leurs coûts de production. Le secteur connaît une année chahutée, entre conflits sociaux, course à la compétitivité, cours volatils, tout en atteignant une production annuelle record grâce à la montée en puissance de l'usine du Nord. La SLN a été particulièrement touchée en 2018 par de nombreux incendies du convoyeur de minerai, des conditions météorologiques défavorables ainsi que par les blocages de la mine de Kouaoua, fermée entre août et octobre. Ainsi la SLN produit près de 2 000 tonnes de nickel de moins qu'en 2017. De plus, les coûts élevés de l'énergie (la faible pluviométrie enregistrée au barrage de Yaté a entraîné un recours accru à l'énergie thermique), et le décalage du plan de sauvegarde ont pénalisé ses résultats.

Koniambo Nickel SAS (KNS) augmente de 70 % son volume de production en 2018 pour atteindre 28 000 tonnes. Après plusieurs années de fortes dépenses liées au lancement de l'usine du Nord, l'entreprise cherche à réduire son coût de production en investissant dans l'optimisation de ses processus.

Vale-NC connaît de nombreuses incertitudes sur son avenir ainsi que des problèmes opérationnels sur le site de Goro et sur mine. Sa production

**Le cours du nickel favorise la valeur ajoutée du secteur**

Indicateurs du nickel



Sources : Isee, CEROM

métallurgique chute de 13 % en volume (après +4,7 % en 2017). Au total, les produits de la métallurgie progressent de 3,6 % : +12,1 % pour le fer-nickel, +3,0 % pour le NHC (Nickel Hydroxyde Cake) et une chute de la production d'Oxyde nickel (NiO) de 26,4 %. Le volume de minerai extrait en tonnes de nickel contenu décélère : +0,4 % après +5,4 % en 2017. Les volumes des exportations de minerai augmentent moins vite qu'en 2017, de seulement +2,2 % après +12 % l'année précédente. Les exportations de produits métallurgiques hors cobalt progressent de 5,8 % en volume, tirées uniquement par le fer-nickel. Par ailleurs, la production de cobalt de Vale-NC chute de 27,8 % cette année (après -9 % en 2017). Le cobalt exporté, après avoir atteint un pic en 2016, chute en 2018 (-24,3 %).

Malgré des hausses de prix conséquentes des matières énergétiques utilisées dans le processus de production, le redressement (+13,9 %) du prix des produits de la mine et du nickel en moyenne annuelle permet au secteur d'améliorer sa valeur ajoutée. Ainsi, la part du nickel dans le PIB progresse de deux points.

**Le poids des services et administrations en léger recul**

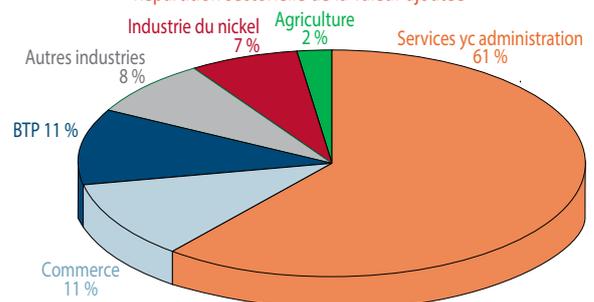
Cette année, l'ensemble des branches dégage près de 938 milliards de F.CFP de valeur ajoutée, soit une augmentation de 3,3 % en un an (+0,6 % en volume).

Le secteur primaire connaît une amélioration de sa production en 2018, le territoire étant moins touché par les intempéries qu'en 2017. Sa valeur ajoutée s'améliore de 4,8 %. Le secteur du BTP pâtit de la faiblesse des investissements : sa valeur ajoutée progresse de 1,3 % en valeur, et stagne en volume. Les secteurs forts consommateurs de produits de l'énergie sont plombés par les augmentations de prix des hydrocarbures. Corrélée à la consommation des ménages, la valeur ajoutée du secteur du commerce progresse de 0,7 % en termes réels. La valeur ajoutée des services, y compris non marchands, évolue seulement de 1,2 % (en valeur). Son poids se réduit donc mécaniquement au profit de l'industrie du nickel.

Après plusieurs années de hausse, le nombre de visiteurs extérieurs, en séjour ou en croisière, est en recul en 2018. L'arrivée de touristes en Nouvelle-Calédonie diminue de 0,3 %, avec manifestement un effet dissuasif du référendum d'autodétermination (-1 042 arrivées en novembre entre 2017 et 2018). Sur l'année, seuls les touristes en provenance de Nouvelle-Zélande et de Wallis et Futuna sont en augmentation et ne suffisent pas à renverser la tendance baissière enregistrée pour les autres marchés. La durée de séjour moyenne diminue entre 2017 et 2018, passant de 18,5 à 17,8 jours. Suivant la même tendance, les arrivées de croisiéristes reculent nettement : -9,7 % cette année.

**Peu d'évolution dans la structure de la valeur ajoutée**

Répartition sectorielle de la valeur ajoutée



Sources : Isee, Comptes économiques, CEROM

### DÉFINITIONS

<sup>1</sup>La **croissance réelle** est une mesure de l'évolution du PIB qui exclut les variations des prix. Elle permet ainsi d'isoler l'évolution de l'activité (approche volume) de l'évolution des prix. La croissance nominale se mesure en ajoutant l'effet-prix à la croissance réelle.

<sup>2</sup>L'**investissement** est mesuré en comptabilité nationale par la formation brute de capital fixe (FBCF). Le taux d'investissement est le rapport entre l'investissement et la valeur ajoutée totale. Pour les comparaisons internationales, ce ratio est souvent limité à l'investissement des entreprises.

<sup>3</sup>La **consommation des ménages** inclut tous les biens et services acquis par les ménages résidents. Si on y ajoute la consommation des administrations publiques, on obtient la consommation finale.

<sup>4</sup>Le **produit intérieur brut** (PIB) est le principal agrégat mesurant l'activité économique. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées (VA) brutes nouvellement créées par les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché et augmentée des impôts moins les subventions sur les produits.

<sup>5</sup>La **Formation Brute de Capital Fixe** (FBCF) est la différence entre les acquisitions et les cessions d'actifs corporels (machines, etc.) ou incorporels (logiciels, etc.), réalisées par les producteurs résidents et utilisées de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

<sup>6</sup>L'**inflation** permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des biens ou services consommés par les ménages. Les 13 000 relevés de prix mensuels de ces produits déterminent l'Indice des Prix à la Consommation (IPC). Pour les comptes rapides, l'évolution de l'IPC en moyenne annuelle est utilisée.

<sup>7</sup>La **balance des biens** est le compte qui retrace les échanges des biens exportés et des biens importés. Si l'on y inclut les échanges extérieurs de services, on parle de balance des biens et services.

<sup>8</sup>Le **taux de couverture** du commerce extérieur est le rapport entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones). Il peut être relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges de produits (dans cette publication, uniquement les biens).

### AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE

#### CEROM

Les comptes économiques rapides de Nouvelle-Calédonie sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (CEROM) entre l'Isee, l'AFD et l'IEOM qui a pour objectif de contribuer au développement progressif de la capacité d'analyse des évolutions des économies ultramarines. Il donne lieu en Nouvelle-Calédonie à la conduite d'études macro-économiques (bilans macro-économiques, études sectorielles, simulations d'impact), à l'élaboration de comptes économiques rapides, pilotée par l'Isee, permettant une évaluation des principaux agrégats comptables (PIB, consommation, investissement...) et à la diffusion de tableaux de bord trimestriels.

#### Le modèle TABLO adapté à la Nouvelle Calédonie

Le modèle TABLO est un modèle de type input-output quasi-comptable qui permet de projeter le dernier TES (Tableau des Entrées-Sorties) disponible de la comptabilité nationale (2015) en fonction d'hypothèses d'évolution de l'offre, de la demande et des dernières données disponibles. Ce modèle est construit avec 23 produits et 14 branches. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Au cours de son utilisation, des améliorations ont été apportées : remplacement des données estimées par les données définitives disponibles, meilleure prise en compte des investissements exceptionnels liés à la construction des usines. Les résultats de ce modèle restent étroitement dépendants du passé, des hypothèses, et de la quantité des données définitives disponibles.

### ÉTUDES THÉMATIQUES

- L'impact du nickel en Nouvelle-Calédonie (2015)
- L'économie calédonienne, entre résilience et recherche de nouveaux équilibres (2017)
- La comparaison spatiale des prix en Nouvelle-Calédonie en 2015 (2018)

### EN SAVOIR PLUS

[www.cerom-outremer.fr](http://www.cerom-outremer.fr) : Tableau de bord trimestriel

[www.isee.nc](http://www.isee.nc) : Analyse et résultats commentés

Synthèse Emploi – Marché du travail 2018 : La reprise espérée de l'emploi privé n'a pas eu lieu

Synthèse Indice des prix à la consommation 2018 : En 2018, l'inflation est tirée par l'augmentation du prix du tabac

Synthèse Commerce extérieur 2018 : Les exportations de nickel couvrent 66 % des importations

Synthèse Tourisme 2018 : Le cap des 120 000 touristes est confirmé en 2018

Enquête sur les Forces de Travail en Nouvelle-Calédonie : Le taux de chômage s'élève à 11,9 % en 2018, stable sur un an

Synthèse Transactions immobilières 2018 : Malgré un contexte fragilisé, le marché de l'immobilier reste stable en 2018, soutenu par les primo-accédants

Synthèse Mines – Métallurgie 2017 : Les exportations soutiennent l'essor de l'activité

TEC 2016

[www.ieom.fr](http://www.ieom.fr) : Rapport annuel 2018 de la Nouvelle-Calédonie

Panorama de l'activité bancaire dans les COM du Pacifique en 2018

[www.afd.fr](http://www.afd.fr) : L'AFD et la Nouvelle-Calédonie

Observatoires des communes de Nouvelle-Calédonie 2019

**Les comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2018**

Edition Octobre 2019

Directeur de la publication : O. Fagnot

Conception graphique : M. Guiseppi

[www.isee.nc](http://www.isee.nc)

